



Les Sanctionnés : Comment l'Iran et la Russie établissent de nouvelles règles

Alors que la Chine, soucieuse d'éviter les sanctions américaines aussi longtemps que possible, reste en retrait, ses partenaires du RIC, l'Iran et la Russie, font le nécessaire pour briser l'emprise financière de l'Occident.

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 01 juin 2022

[The Cradle](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord,](#)

[Russie et CEI](#)

Thème: [Économie](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

Le premier [Forum économique eurasiatique](#), qui s'est tenu la semaine dernière à Bichkek, au Kirghizstan, doit être considéré comme une étape importante dans la définition des paramètres de l'intégration géoéconomique du heartland eurasiatique.

Sergey Glazyev, ministre russe chargé de l'Intégration et de la Macroéconomie de l'Union économique eurasiatique (UEE), coordonne les efforts visant à concevoir un système monétaire et financier alternatif - un système post-Bretton Woods III de facto - en coopération avec la Chine.

Selon Glazyev, le forum a « discuté du modèle d'une nouvelle monnaie de règlement mondiale fixée à des paniers de monnaies nationales et de produits de base. L'introduction de cet instrument monétaire en Eurasie entraînera l'effondrement du système du dollar et l'affaiblissement définitif de la puissance militaire et politique des États-Unis. Il est nécessaire d'entamer des négociations sur la signature d'un traité international approprié dans le cadre de l'OCS ».

Glazyev a décrit plus en détail l'initiative visant à bouleverser le système financier mondial occidental lors d'un [entretien exclusif](#) avec The Cradle en avril.

Il est particulièrement pertinent de comprendre comment Glazyev relie la volonté de l'UEE au rôle géopolitique et géoéconomique croissant de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), qui réunit à la même table les principales puissances eurasiatiques : la Chine, la Russie, l'Inde, le Pakistan, le Kazakhstan et l'Iran.

Cela est directement lié au fait que le président russe Vladimir Poutine, lors de la réunion du Conseil économique suprême eurasiatique, a soutenu la prolongation d'un accord de libre-échange temporaire entre l'UEE et l'Iran, qui est le dernier (et le seul) membre à part entière de l'OCS en Asie occidentale. Poutine a déclaré que cet accord devait être mis en œuvre malgré la « confrontation de l'Occident collectif ».

L'UEE, inaugurée en 2015 avec cinq membres à part entière - la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Biélorussie et l'Arménie - représente un marché de 184 millions de personnes et un PIB collectif de plus de 5000 milliards de dollars. La prochaine étape avec

l'Iran sera de mettre en œuvre un accord de libre-échange complet, peut-être avant la fin de l'année, selon le vice-ministre iranien du Commerce, Alireza Peymanpak. L'Égypte, l'Indonésie et les Émirats arabes unis sont également candidats à la conclusion d'accords avec l'UEE.

L'Iran, qui est contraint depuis plus de quarante ans de trouver des solutions créatives pour contourner les sanctions impériales en série, a peut-être une ou deux leçons conceptuelles à donner à la Russie. Les accords de troc gagnent du terrain : Selon le ministre iranien du Commerce et de l'Industrie, Reza Fatemi Amin, Téhéran offre des pièces détachées et des turbines à gaz aux centrales électriques de Moscou en échange de zinc, d'aluminium, de plomb et d'acier pour ses industries métallurgiques et minières.

Et d'autres trocs sur un large éventail de produits sont à venir, comme cela a été évoqué lors de la récente visite à Téhéran du vice-premier ministre russe Alexander Novak.

L'autre « RIC »

Lentement mais sûrement, le nouveau RIC (Russie-Iran-Chine) – par opposition à l'ancien RIC des BRICS (Russie-Inde-Chine) – tente d'intégrer ses systèmes financiers. L'Iran est une question de stratégie de sécurité nationale pour la Chine, en tant que fournisseur d'énergie et partenaire essentiel de l'Initiative Ceinture et Route (BRI) en Asie occidentale.

La relation Russie-Chine, en revanche, est beaucoup plus complexe. Craignant fortement de provoquer des sanctions américaines, les banques chinoises s'abstiennent – du moins pour le moment – d'accroître leurs transactions avec les banques russes, ce qui nous amène au cas d'UnionPay :

Le fournisseur chinois de cartes bancaires – de plus en plus populaire, notamment en Asie – a refusé de s'associer à Sberbank avant même que la plus grande banque russe ne soit exclue par l'UE et les États-Unis de la plateforme mondiale de messagerie bancaire SWIFT. UnionPay a également annulé ses plans avec d'autres banques russes pour émettre des cartes UnionPay liées au système de paiement russe Mir, profitant du retrait de Visa et Mastercard du marché russe.

La Chine doit encore trouver un équilibre prudent. Au début de cette année, lors du Forum de Boao en Asie, le président Xi Jinping s'est opposé catégoriquement à « l'utilisation gratuite de sanctions unilatérales ». Et plus de 80% des entreprises chinoises déjà établies en Russie semblaient vouloir poursuivre leurs activités comme si de rien n'était.

Pourtant, sur le plan pratique, de sérieux problèmes se posent. La Banque de Chine et la Banque industrielle et commerciale de Chine (ICBC) ont restreint le financement des produits de base russes. Même la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB), absolument essentielle pour les projets de développement durable, liés ou non à la BRI, a décidé de geler tout prêt à la Russie et à la Biélorussie au début du mois de mars afin de « sauvegarder » son « intégrité financière ».

Sur le plan financier, les banques chinoises prudentes, qui ont une énorme exposition à l'Ouest, doivent toujours tenir compte du fait que près de 80% des transactions transfrontalières mondiales se font encore en dollars et en euros, et seulement 2% en yuans. Le marché russe n'est donc pas vraiment une priorité.

En parallèle, le front Russie-Iran est assez animé. Ils accélèrent les règlements mutuels dans

leurs monnaies nationales pour atteindre « le niveau le plus élevé possible », comme l'a souligné le vice-Premier ministre Alexander Novak : « Nous avons discuté avec les banques centrales de la diffusion et du fonctionnement du système de messagerie financière, ainsi que de la connexion des cartes de paiement Mir et Shetab [iraniennes] ».

À l'heure actuelle, la carte Mir n'est toujours pas acceptée en Iran, mais cela est sur le point de changer – tout comme en Turquie, qui commencera cet été à accepter les paiements par carte Mir des légions de touristes russes. En pratique, cela signifie que la Russie et l'Iran vont connecter leurs banques au Système de transfert de messages financiers (SPFS), l'équivalent russe de SWIFT. Les Chinois examineront évidemment la fluidité de la transition.

Comparez maintenant tout ce qui précède avec la perspective qu'il n'y aura bientôt plus de SWIFT du tout, comme l'a [laissé entendre](#) Michael Miebach, PDG de Mastercard, à Davos.

Miebach participait à un panel sur les monnaies numériques des banques centrales et discutait des paiements transfrontaliers lorsqu'il a suggéré que SWIFT pourrait bientôt appartenir au passé. Cela ne fait aucun doute : Moscou s'intéresse déjà aux crypto-monnaies et aux monnaies numériques, et Pékin est bien décidé à mettre en place le yuan numérique pour [contourner](#) SWIFT et son système CHIPS (Clearing House Interbank Payment System).

Les Sanctionnés, maintenant en mouvement rapide

Le front Russie-Iran évolue rapidement depuis janvier de cette année, lorsque le président iranien Ebrahim Raïssi, en visite à Moscou, a remis à Poutine un projet d'accord de coopération stratégique pour les 20 prochaines années, s'appuyant sur « la très bonne expérience de coopération entre l'Iran et la Russie en Syrie dans la lutte contre le terrorisme » et s'étendant à « l'économie, la politique, la culture, la science, la technologie, la défense et les sphères militaires, ainsi que les questions de sécurité et d'espace ».

Raïssi a également remercié explicitement Poutine « pour avoir facilité l'entrée de Téhéran dans l'OCS ».

Le ministre iranien du Pétrole, Javad Ouji, est allé droit au but lors de sa rencontre avec Novak à Téhéran la semaine dernière : « Nos pays sont soumis à des sanctions strictes, et nous avons la possibilité de les neutraliser grâce au développement des relations bilatérales... Nous avons créé des comités conjoints sur les questions bancaires, énergétiques, de transport, d'agriculture, ainsi que sur la question de la création de centrales nucléaires ».

Et cela nous ramène une fois de plus à l'éternel feuilleton des pourparlers du Plan d'action global conjoint (JCPOA) basé à Vienne, le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergey Ryabkov signalant que le projet final « est à un haut degré de préparation pour l'adoption. Il existe quelques problèmes politiques, qui ne sont pas liés à la finalisation du texte ».

Traversant l'habituel brouillard de la propagande américaine, Ryabkov a souligné qu'« en ce qui concerne nos intérêts, notamment dans le contexte de la coopération nucléaire pacifique avec l'Iran, le texte est tout à fait satisfaisant... il n'y a rien à « peaufiner ». » Ainsi, lorsque les Américains disent que l'accord est « hors de portée », a ajouté Raybkov, cela signifie qu'ils « diffusent les résultats de leurs discussions internes ».

En définitive, sur le JCPOA, Téhéran et Moscou sont en phase : « Nous sommes ce qu'on

appelle sur le fil, et cela pourrait arriver très vite si la décision politique est prise ».

Développant leur synchronisme, Téhéran a même proposé d'accueillir les négociations entre Moscou et Kiev sur le conflit ukrainien – suivant l'exemple turc. Cependant, après l'échec d'Ankara, il est clair que les décideurs de Washington ne veulent pas de négociations, mais une guerre sans fin jusqu'au dernier Ukrainien.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian, reste en phase avec son homologue Sergueï Lavrov. À Davos, il a déclaré que le drame ukrainien était dû aux « actions provocatrices des États-Unis et de l'OTAN... ils ont « provoqué le Kremlin ». C'est essentiellement ce que Pékin a discrètement laissé entendre.

Tout ce qui précède montre certaines des épreuves et des tribulations de l'intégration de l'Eurasie, ainsi que le chemin long et sinueux vers un nouveau système monétaire UEE-OCS. Mais commençons par le commencement : il doit y avoir de l'action sur le front de Mir-UnionPay. Lorsque cette nouvelle sera connue, les dés seront jetés.

Pepe Escobar

source : [The Cradle](#)

Traduction : [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [The Cradle](#)

Copyright © [Pepe Escobar](#), [The Cradle](#), 2022

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca